Accueillir la misère du monde ?

Rédigé le 3 juillet 2017 par : Anne-Claire Orban

Repli identitaire, dumping social, perte culturelle, terrorisme, … Que de maux accolés ci et là aux réfugiés et migrants en Europe. Maux dont ils sont pourtant les premières victimes. Pourtant une autre conception de la migration est possible. Et si cette poussée migratoire était une aubaine pour notre pays ?

Avant toute chose, petit détour linguistique. Selon les organisations, les définitions de migrants et réfugiés varient quelque peu. Nous reprenons ci-après la typologie proposée par le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies.

- Les réfugiés sont des personnes qui fuient des conflits armés ou la persécution du fait de leur race, religion, nationalité, appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques. Ils sont par conséquent reconnus internationalement en tant que réfugiés accédant à l'aide des États, du Haut-Commissariat des Nations Unies et d'autres organisations. Il est à noter que la plupart des réfugiés se déplacent au sein de leur pays ou cherchent refuge dans un pays limitrophe. C'est le cas de la Syrie (6,52 millions déplacés internes pour 2,47 millions de réfugiés hors des frontières), la Colombie, la RD Congo, le Soudan, le Sud-Soudan, la Somalie, la République Centrafricaine ou encore le Mali. Notons qu'en Belgique, le terme réfugié est apposé aux personnes ayant reçu une réponse positive à leur demande d'asile auprès du Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides.

- Migrant signifie globalement, toute personne qui migre, qui quitte son lieu de résidence pour arriver dans un autre. Selon le HCR, les migrants choisissent de quitter leur pays afin d'améliorer leur vie en trouvant du travail, de rejoindre leur famille, d'entreprendre des études ou autre. Leur intégrité physique n'est normalement pas en danger dans leur pays dont ils ont la nationalité.

Pourquoi faire la différence ? Car les réfugiés ont besoin d'un refuge rapide et d'une protection juridique précise. Amalgamer réfugiés et migrants peut saper le soutien de la population envers cette première catégorie de personne, très vulnérable. De plus, les pays gèrent les migrants selon leurs propres lois et politiques d'immigration alors que les réfugiés sont couverts par des conventions internationales, en particulier la Convention de Genève qui impose notamment la protection des civils en cas de conflits armés.

Quelques chiffres

Ces dernières années, 3% de la population mondiale migrait, soit plus de 230 millions de migrants foulant les routes. La plupart se déplace en interne et on ne compte que 21 millions de personnes cherchant refuge à l'étranger. À l'échelle mondiale, ces personnes quittent principalement la Syrie, l'Afghanistan, la Somalie, le Sud Soudan, le Soudan, la RD Congo, la République Centre Africaine, la Birmanie, l'Erythrée, la Colombie. Notons que depuis le putsch de 2015 en Turquie, nombre de migrants quittent également ce territoire. La Turquie devient depuis peu un important importateur et exportateur de réfugiés et

migrants.

Presque la plupart, 86%, de ces réfugiés cherche refuge dans les pays en voie de développement (Liban, RD Congo, Turquie, Jordanie, Tchad, Pakistan, Ethiopie, Kenya, Ouganda), pays souvent proches du territoire fui. A l'échelle des continents, c'est l'Asie, avec 3,5 millions de réfugiés, qui compte le plus de réfugiés, devant le Moyen-Orient (2,6 millions), l'Europe (1,8 million) et l'Amérique (800.000). L'Europe voit arriver entre 6 et 8% des réfugiés mondiaux qui trouvent refuge principalement en Suède, Grèce, Allemagne, Autriche, Chypre, Luxembourg, … La Belgique occupe la 11ème position des pays accueillant le plus de demandeurs d'asile, juste devant la France. Ainsi, si la Belgique se limitait aux villes de Jodoigne, Spa, Villers la ville, Court Saint Etienne ou Chimay (soit environ 10 000 personnes), il y aurait 40 demandeurs d'asile dont seulement la moitié, 24 aurait reçu protection. La plupart trouvent place en centres d'accueil ou en famille.

L'Europe forteresse

Nul n'est sans savoir que les personnes désireuses de rejoindre nos territoires font face à de plus en plus de difficultés. Les murs entre la Slovénie et la Croatie, entre la Hongrie et la Croatie, entre la Hongrie et la Serbie, autour des enclaves espagnoles, entre la Grèce et la Turquie, entre la Macédoine et la Grèce, entre la Bulgarie et la Turquie ainsi que les politiques migratoires de plus en plus strictes (chez nous : création de centres fermés, refus à octroyer des visas humanitaires, réduction des capacités d'accueil…) n'en sont que de tristes exemples. Pourtant le nombre de migrants et de réfugiés en recherche de protection et/ou désireux de rejoindre l'Europe ne diminue pas. Concernant les migrants, comment accepter une vie de précarité et de désœuvrement alors que les médias offrent une image paradisiaque de l'Europe ? Augmenter la dangerosité des routes ne diminue pas le nombre de migrants mais cela augmente les dégâts humains : l'Europe détient le triste record de 5000 morts en méditerranée en 2016 et culmine au sommet des destinations les plus meurtrières, responsable de 70% des décès de migrants. Comme le faisait justement remarquer François De Smet (Myria), dans un débat des Assises Citoyennes des Migrations: « la fermeture des frontières reste plutôt un message pour ceux qui sont dedans que dehors »…

Dumping social et nationalisme

Cette population, aussi ténue soit-elle, concentre les débats et nourrit malgré elle l'idéologie raciste, s'illustrant par le nationalisme et le dumping social. Ces deux faits sociaux découlent et alimentent cette idéologie raciste, reposant tant un mouvement d'exclusion que d'inclusion des migrants et réfugiés.

La population de personnes migrantes va faire le cœur des discours d'exclusion nationalistes populistes. Seront mobilisés les arguments de perte identitaire, de perte d'emploi, de fraude et de profit de la sécurité sociale, d'invasion, de danger pour l'économie, de chaos culturel, de risque de terrorisme, … De ce fait, il serait raisonnable d'exclure ces étrangers de notre société. La montée de partis (Front National Français, Pari pour la Liberté en Autriche, Parti de Viktor Orban en Hongrie, de Geert Wilders aux Pays-Bas, Aube dorée en Grèce, Ligue du Nord italienne, …) tenant de tels discours au sein de l'Europe montre à quel point ces discours résonnent au sein de la population. Nous revenons plus bas sur les réponses à y donner.

Par contre, cette population de migrants sert parfaitement le système capitaliste que nous connaissons. Occupant les postes inférieurs de la pyramide du monde du travail (construction, transports, horticulture, domesticité), ils et elles prennent en charge les postes dont peu de belgo-belges rêveraient. Lorsqu'il s'agit de personnes sans-papier ou en attente de reconnaissance, le bénéfice n'en est que plus grand pour le marché : ayant peur de se rendre visibles, ces travailleurs et travailleuses acceptent des conditions de travail très précaires et un salaire au plus bas. Une main d'œuvre bon marché qui permet aux employeurs de faire jouer la concurrence entre travailleurs-ses et de créer ainsi le phénomène de dumping social, nuisible à tous et toutes[1].

Dans un cas comme dans l'autre, les migrants et réfugiés se voient porter la charge du dérèglement socio-économique de notre société et de la crise de confiance dans nos institutions.

Quelles pistes pour l'avenir ?

Les Assises Citoyennes des Migrations tenues ce week-end des 16-17 et 18 juin à Bruxelles ont proposé un éventail de réponses positives aux prétendus problèmes induits par ces migrations. Des réponses pour contrer les stéréotypes racistes accolés aux migrants et réfugiés.

Rappelons d'abord aux personnes désireuses de fermer les frontières les conditions désastreuses dans lesquelles vivaient les réfugiés et migrants. Rappelons que migrer ne s'apparente pas à une croisière touristique et que viols, meurtres, enlèvements, pillages, sont au rendez-vous des migrants tout au long de la route. Rendre les routes plus sécurisées relève d'un devoir humanitaire.

La rencontre de personnes migrantes (notamment organisée par des centres d'accueil gérés par la Croix-rouge, ou des asbl comme Convivial à Bruxelles), provenant de territoires détruits par les conflits armés, permet de se rendre compte de la volonté et la détermination des réfugiés à s'intégrer et à construire une vie digne dans notre société. Loin de chercher l'apathie et l'attente d'aides publiques, ces personnes cherchent à créer leur emploi et à s'investir dans la société dite d'accueil. Sans obligation d'apprendre les langues nationales, beaucoup de nouveaux arrivés se sont plongées directement dans les cours de Français et Néerlandais et parlent couramment après quelques années, voire quelques mois, signe d'un réel désir d'avancer et de construire.

Pour contrer les discours sécuritaires, rappelons que confondre migrants et extrémistes islamiques (comme 50% des belges interviewés dans le rapport Noir, Jaune, Blues), ne fait que nourrir le récit de l'Etat islamique tentant de faire croire en une guerre de civilisations entre musulmans et occidentaux… mouvement islamiste responsable de nombre d'attentats aujourd'hui.

Rappelons enfin que le dumping social n'est que l'instrument du capitalisme et non la faute aux migrants. Les syndicats comme la FGTB et la CSC en sont d'ailleurs bien conscients et militent dans cette voie également.

D'un point de vue social, malgré l'appellation « crise des migrants », la Belgique a accueilli

en 2015 moins de demandeurs d'asile qu'en 2000 (35 476 en 2015 pour 42 691 en 2000). Le nombre de demandeurs d'asile reste tout à fait gérable pour les états membres de l'Union Européenne. Nous avons les capacités de les inclure dans notre société.

Si l'on se penche du côté du marché, ici encore, selon l'OCDE, les migrants rapportent plus au pays qu'ils ne coûtent[2]. Par leur volonté de travailler, un certain nombre se lancent dans l'entreprenariat. Ensuite, une personne de plus équivaut à un consommateur de plus : plus de taxes payées et augmentation des recettes de l'Etat. Enfin, la Belgique a besoin de travailleurs pour renflouer son système de pensions actuellement mis à mal par notre pyramide des âges renversées.

Ajoutons un dernier argument démographique, avec un taux de natalité d'environ 1,7 (c'est-à-dire que deux parents ne donnent naissance qu'à 1,7 enfant), notre pays a réellement besoin de personnes étrangères pour maintenir un niveau de population stable et contribuer au maintien de notre système social et économique.

***

Changer notre regard face aux migrations est nécessaire dans un monde en mutation. Construire ensemble la justice migratoire comme le proposent les acteurs de la plateforme du CNCD 11.11.11 afin que chacun puisse avoir une vie digne est un des objectifs futur. Ouvrons les yeux sur les horreurs commises sur les routes migratoires et faisons en sorte que les personnes migrantes et/ou réfugiées puissent quitter leur pays et voyager par des routes sécurisées. Qu'ils et elles puissent trouver sur notre territoire les possibilités de s'épanouir et de mettre leurs compétences au service de tous et toutes. Accueillons la richesse du monde.

Cette analyse se base sur les chiffres et les conclusions de Caritas international, du CNCD 11 11 11, et du Haut-Commissariat aux Réfugiés.

Photo : Squat le monde, Une part de vie qui s'en va ..., 28 mai 2014 (CC BY-NC-ND 2.0)

[1]http://www.bepax.org/publications/analyses/le-racisme-une-machine-a-precariser,0000562.html

[2] Nombreuses études sur http://www.oecd.org/fr/migrations/

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120